

Le patrimoine architectural en milieu rural Péril en la demeure

Paul-Louis Martin

Territoire et identité

Numéro 78, automne 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/16318ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Martin, P.-L. (1998). Le patrimoine architectural en milieu rural : péril en la demeure. *Continuité*,(78), 18–20.

LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL EN MILIEU RURAL



Péril en la demeure

Si rien n'est fait pour sauver le patrimoine de nos campagnes, il ne nous restera plus bientôt que quelques lieux de tournage de films et deux ou trois beaux livres d'images pour entretenir une vague nostalgie de la spécificité, de l'originalité, de l'authenticité du patrimoine culturel des ruraux. L'heure est à l'urgence d'agir, car il y a péril en la demeure.

Par Paul-Louis Martin

L'état actuel de notre héritage rural, paysager et architectural, est beaucoup plus que préoccupant. Pour tout dire, il confine à la catastrophe. Baignant dans un contexte de dépopulation et dans un appauvrissement constant, encaissant les outrages d'un éconisme à courte vue et souffrant de l'absence dramatique de conscience patri-

Une maison remarquablement bien entretenue à Saint-Jean, île d'Orléans. La diversité des détails d'exécution a été amoureusement préservée par les propriétaires successifs de la maison.
Photo : François Rivard

moniale chez la grande majorité des élus locaux, il éprouve les affronts d'une modernisation sauvage et subit les ravages que provoque une rénovation tous azimuts. Regardons autour de nous, non seulement en zone périurbaine mais dans les pays pro-

fonds: des villages au complet passent au plastique, on y banalise à qui mieux mieux les immeubles, les dépendances et surtout les maisons; on en fait des objets uniformes, oblitérant leurs caractères autant morphologiques que décoratifs; on gomme par le fait même l'originalité et la diversité des détails d'exécution, on oublie leurs couleurs particulières et les matériaux qui les différenciaient.

C'est bien vrai que nos campagnes sont propres, ordonnées, mais ce qu'elles gagnent en propreté, elles le perdent en caractère. Tels villages de Charlevoix, du Bas-Saint-Laurent, des Îles-de-la-Madeleine ou de la Gaspésie, hier si particuliers, si différents et pleins de surprises, n'offrent plus aucun intérêt. Les rangs et les espaces ouverts se déstructurent tout autant que les ensembles villa-geois, gâchés les uns et les autres par le développement linéaire ou un mauvais zonage et un manque de sensibilité à l'égard des trames anciennes. Nos paysages ruraux apparaissent ainsi rongés par les mites: ils deviennent de plus en plus tristes, de plus en plus moches et surtout sans mémoire. Nos campagnes se défigurent à un rythme inquiétant: elles sombrent dans l'incohérence, voire la quêtainerie. Si nos paysages sont si mal en point, serait-ce que nos valeurs s'effilochent elles aussi? Est-il déjà trop tard pour réagir? Peut-on encore inverser le mouvement? Et surtout, pourquoi faudrait-il réorienter les choses?

DÉFICIT PATRIMONIAL

Un fait apparaît certain: nous avons fait et nous faisons encore trop peu pour conserver et utiliser cette ressource, cette richesse que représente l'héritage paysager rural. Nous en sommes au point où, pour reprendre une vieille expression, nous « chauffons la maison avec les meubles ». En effet, le jour n'est pas très loin – il est même déjà arrivé, selon des témoignages de plus en plus nombreux – où nos campagnes n'offriront plus guère d'attrait visuel, les espaces productifs n'offriront plus d'autres éléments distinctifs que leur topographie et ce qui restera de leurs caractères naturels. En somme, l'habitat rural ne pourra plus miser sur sa différence avec l'habitat urbain ou périurbain. Sera alors bel et bien consommée ce que des observateurs ont déjà pressenti depuis le début de ce siècle et qu'ils ont nommé la fin des campagnes, ou la fin des terroirs. La logique industrielle de la standardisation

aura finalement avalé la campagne : la culture urbaine achèvera d'occuper tout l'espace, tant physique que mental.

D'entrée de jeu, arrêtons-nous sur quelques idées reçues qui traînent encore malheureusement dans les esprits et qui servent d'abris commodes à tous ceux qui démissionnent devant la tâche à accomplir. Certains prétendent que le patrimoine architectural se renouvelle, qu'il va s'en créer un nouveau au fil des ans, et que l'héritage des époques antérieures fera place à des immeubles tout aussi significatifs, tout autant représentatifs de ce que nous sommes. Eh bien, non ! Ce n'est plus le cas depuis au moins un demi-siècle. Oui, c'est vrai que notre architecture populaire s'est toujours nourrie d'emprunts, à la fois techniques et stylistiques, mais cette raison bâtisseuse qui a produit la maison canadienne, ou québécoise, et qui a adapté à ses besoins la *colonial revival* à l'américaine, elle a procédé par digestion, par adaptation, et rarement par adoption servile, pure et simple. Or, depuis un demi-siècle, nous n'inventons plus d'architecture rurale spécifique. Nous avons laissé les formes et les modèles industriels de type urbain dominer nos espaces ouverts. La civilisation rurale a raté une part très importante de son passage à la modernité : nos architectes et nos constructeurs ont rompu avec l'esthétique, les traditions locales et l'art de bâtir qui avaient cours depuis des siècles. Nous n'avons pas su renouveler les formes architecturales qui nous étaient familières et qui distinguaient, subtilement mais sûrement, les régions rurales les unes des autres.

Regardons autour de nous, circulez d'une région à l'autre, traversons dans les provinces voisines et aux États-Unis et tentons de percevoir des différences dans les habitations récentes des ruraux. Partout nous trouverons cette architecture de banlieue, fonctionnelle certes, mais banale et standardisée jusqu'à l'ennui. Il y a sans doute là un gain normatif pour le confort, le bien-être des individus, mais il y a là aussi une perte de sens, une perte de représentation collective.

Là où il aurait fallu inventer des formes en continuité, implanter selon les usages locaux, domestiquer l'étalement linéaire, faire place aux matériaux du secteur et aux particularités locales, enfin revivifier l'esthétique régionale tout en répondant aux normes, aux besoins nouveaux et aux exigences de confort, on a renoncé. Brusquement, brutalement même. Avec



les suites qui nous exposent aujourd'hui en plein visage : à très court terme, plus rien dans l'architecture et dans les paysages bâtis ne distinguera les campagnes québécoises les unes des autres, ni même de toute campagne nord-américaine.

La situation apparaît dramatique, car elle reflète aussi l'uniformité culturelle qui la sous-tend. Le sociologue Marc Guillaume, citant Chabaud, nous rapporte que « l'uniformité représente à l'heure actuelle, du point de vue de l'esthétique, un grave danger pour le cadre de vie. À quoi sert de parcourir un pays ou d'aller aux antipodes si l'on trouve partout la même architecture avec le même matériau, les mêmes objets, les mêmes paysages façonnés au bulldozer et, par voie de conséquence, les mêmes mœurs ». Une société humaine ne s'exprime pas seulement par sa langue et ses institutions, mais aussi par sa façon d'habiter, par son architecture, dans ses rapports à la matière. Cette société, la nôtre, qui se voudrait distincte, elle le devient ainsi de moins en moins.

LE DÉFI IDENTITAIRE

De deux choses l'une, ou on baisse les bras, ou on relève le défi de la revitalisation de l'architecture domestique régionale. D'autres pays le font déjà : leurs créateurs ont repris la planche à dessin et remis en vigueur et au goût du jour l'esprit des lieux, sinon réinventé les formes vernaculaires, comme le fait ces temps-ci William Mackay Lyon, en Nouvelle-Écosse. Le patrimoine architectural, comme la culture d'ailleurs, est un champ dynamique, qui peut servir de fondement à l'inspiration. Se reconnaître nous-mêmes dans notre architecture et se faire reconnaître à travers elle sur ce continent, n'est-ce pas là une des obligations que nous impose la mondialisation des échanges ?

Le défi de la reconstruction est de taille, il faut l'admettre, et il s'agit d'une entreprise de longue haleine. Mais elle ne rend que plus pressante la conservation respectueuse du patrimoine existant. Or, il y a là aussi une situation d'urgence, apparemment paradoxale, qui devrait pourtant nous inspirer : c'est un fait que les urbains, trop peu d'ailleurs, semblent attirés par les

Dans le village de Gros Cap, une jolie maison en bardeau de cèdre coloré, d'un style typique aux Îles-de-la-Madeleine, côtoie la banalité du bungalow de banlieue.
Photo : Louise Mercier

vieilles maisons de campagne, par le charme et la personnalité des anciennes demeures qu'ils entreprennent de retaper et de restaurer, alors que les ruraux, eux, expriment leur fierté de façon généralement opposée, en transformant leurs habitations de manière radicale, en les mettant à la mode des banlieues.

La question est complexe, car elle touche aux valeurs profondes et aux représentations de soi, elle mériterait un traitement nuancé : on trouve en effet dans les comportements des ruraux aussi bien des raisons pratiques, économiques et rationnelles que des motivations sociales, de l'ordre de la perception et de l'expression publique de soi, de ce que l'on est, car une œuvre d'architecture c'est bien sûr un abri, mais c'est aussi un vêtement, une image de soi que l'on projette. Or, les résidents des campagnes semblent oublier une dimension fondamentale, sur laquelle se sont établis depuis longtemps les réalités et surtout le mythe universel de la ruralité : c'est celle de l'authenticité des rapports à la nature et à la matière, de la vérité et du contact direct avec les productions de la terre, de la simplicité sans fard des matériaux vernaculaires. Retirons cette dimension intangible du bâti et les qualités du cadre de vie qui y sont associées, retirons les des paysages et des architectures locales et nous allons ruiner les valeurs les plus sûres des relations villes-campagnes. En d'autres termes, en continuant de s'aligner sur les modèles urbains, nos campagnes se banalisent, elles grugent leur propre substance, elles mangent une partie précieuse de leur capital et de leur potentiel de différenciation culturelle.

D'autres idées reçues, tout aussi tenaces et bien ancrées, veulent que l'intervention des pouvoirs publics ne soit pas nécessaire, voire non essentielle, puisqu'il s'agit là, estime-t-on en haut lieu, du domaine privé, d'une question de choix individuel, de libre arbitre de chacun que les forces du marché viennent réguler.



Cette maison «rénovée» n'est plus qu'une caricature d'elle-même. L'aluminium a remplacé le clin de bois. Les fenêtres neuves ne portent plus la trace des carreaux d'autrefois, le portique masque la devanture. Photo : Brigitte Ostiguy

Il faut l'affirmer haut et fort, c'est là une double erreur de perspectives ! Ou bien le patrimoine rural constitue une ressource rare, une richesse fragile, limitée, non renouvelable, et présentement en danger, ou bien il n'offre aucun intérêt collectif. Dans ce dernier cas, tournons la page, laissons à quelques amateurs, qualifiés à tort de maniaques ou de nostalgiques, le soin de sauvegarder ici et là quelques spécimens, et passons à autre chose : notre patrimoine rural et nos paysages historiques finiront leur vie utile en centre d'interprétation, comme les animaux exotiques dans un zoo.

Si, au contraire, notre héritage architectural et paysager représente quelques valeurs, sociale, culturelle et identitaire d'abord, mais aussi économique et touristique, alors cessons de jouer à l'autruche et mettons en place un train de mesures, posons des gestes positifs susceptibles de modifier la situation, de ralentir au moins le courant dominant de la banalisation des architectures et d'infléchir les choix individuels en fonction du respect de nous-mêmes et en vue du bien commun. Nous avons besoin d'une vaste opération du type « patrimoine populaire » et non pas de demi-mesures comme il en pousse périodiquement. Il faudrait méditer longuement ce beau proverbe chinois : « Une maison appartient aussi à celui qui la regarde. »

Parce que bâtir, aménager avec soin, respecter l'héritage et entretenir la beauté chez soi portent des conséquences publiques : tous les Québécois ont aussi un droit à la mémoire des choses. Il semble qu'aucun des ministres des affaires culturelles, depuis 35 ans, n'ait réfléchi, et encore moins n'ait agi, en s'inspirant de cette philosophie d'action. Autrement, ils n'auraient

pas laissé pourrir des outils aussi essentiels que l'Inventaire des biens culturels et les services du patrimoine. Ils auraient investi dans la matière grise au lieu du béton, ils auraient accouché d'une vraie politique englobante du patrimoine architectural et du cadre de vie, en attente depuis plus de 15 ans. On se demande d'ailleurs si le mandat de la conservation du patrimoine architectural a encore une place au ministère de la Culture et des Communications ; le mot « patrimoine » ne figure même plus dans aucun de ses services.

POUR COMBATTRE LA BANALISATION

Comment donc effectuer ce virage ? Quels sont les moyens dont disposent les collectivités locales et régionales ? Afin d'inverser la tendance lourde à la banalisation de l'architecture populaire, il faut viser à rendre financièrement possible ce qui est socialement désirable en comblant au plus tôt l'écart entre la rénovation grossière et l'intervention plus respectueuse. Pour ce faire, il conviendrait de mettre en place divers moyens, comme :

- offrir des services de consultation architecturale fiables et de qualité, gratuits ou à coût modique, dans chaque MRC. Il faut créer au sein de ces organismes un noyau permanent de professionnels de l'architecture et des paysages, dotés d'un mandat clair et de moyens réels. Il y a dans chaque région de nombreux jeunes praticiens issus du milieu et prêts à dynamiser ces officines frileuses et déjà sclérosées. Faisons-leur une place effective et donnons-leur une chance de se faire valoir ;
- établir un processus de certification d'entrepreneurs responsables, expérimentés et qualifiés, et disposant d'artisans traditionnels reconnus. Ou offrir à tout le moins un encadrement technique adéquat, en mettant à contribution les expériences et les banques de données du Conseil des monuments et sites du Québec, de l'Association des amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec et d'autres organismes associatifs ;
- mettre en place des programmes de gel ou d'étalement des hausses de taxes foncières, sur des périodes allant jusqu'à 10 ans, pour les propriétaires qui respectent certains critères d'intervention ;
- accorder des subventions directes à la restauration fine et à la modernisation soignée, à partir d'un fonds régional alimenté de diverses façons, soit par une dotation régionale, des donations ou, même, par une contribution annuelle forfaitaire des

établissements hôteliers et touristiques, qui profiteront eux aussi de la beauté et de la renommée des paysages bâtis. Sait-on que dans plusieurs pays, en France notamment, 1 % des recettes du tourisme est dédié à la préservation du patrimoine immobilier ? Voilà qui s'appelle prévoir, et gouverner ;

- adapter de façon intelligente les programmes, existants ou à venir, de rénovation et d'isolation résidentielles, afin d'éviter que ne se reproduisent les ravages des années antérieures. Le dernier programme de rénovation résidentielle du ministère des Affaires municipales (1998) ne comporte aucune exigence architecturale ni mesure incitative pour les propriétaires de maisons anciennes... Bel exemple d'incohérence et d'insensibilité ;

- instaurer des concours et des prix de mérite, à l'échelle régionale, afin de stimuler l'intérêt et d'inscrire le respect de l'héritage architectural dans les pratiques usuelles. N'est-ce pas aussi, sinon plus important, que le remarquable, mais combien éphémère, concours des villages fleuris ?

- intervenir dans le domaine du zonage et reconnaître les secteurs paysagers ou villageois les plus sensibles et les unités les plus caractérisées. Jusqu'à maintenant, les inventaires régionaux et les beaux schémas d'aménagement n'ont mené qu'à de petits gestes frileux : on dénombre à peine 200 maisons rurales protégées par un statut, dans tout le Québec, et si on exclut les concentrations des environs de Québec et de Montréal, on n'en compte même pas une par MRC. Combien de temps encore notre promotion touristique pourra-t-elle vanter les plus beaux paysages humanisés et les œuvres d'architecture régionale fortement distinctives ?

Ce ne sont que quelques suggestions concrètes pour ceux qui veulent vraiment revitaliser nos campagnes et miser sur leurs atouts. Mais il faut pour ce faire un minimum de conscience sociale et un peu de courage politique... Jusqu'à maintenant, c'est plutôt la mollesse, la timidité, l'inaction qui nous paralysent. Et la maladie qui se répand dans les paysages de nos campagnes ressemble fort à de la défiguration systémique. Nous sommes en train de ruiner un précieux héritage. Et on se demandera ensuite où est passée la qualité de vie en milieu rural...

Paul-Louis Martin est historien et ethnologue.